

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22152 - 82EME ANNÉE

Mettre fin aux privilèges de classe

Crise de l'eau à La Réunion : remettre à plat un système qui favorise le gaspillage



La crise de l'eau impose de rompre avec un modèle fondé sur le gaspillage et les inégalités. Alors que l'Est, traditionnel « château d'eau » de La Réunion, connaît la pénurie, 180 litres d'eau potable sont consommés par habitant chaque jour et plus de 30 % peuvent être perdus dans les réseaux. Il faut tout remettre à plat : plafonner les consommations excessives des riches gaspilleurs, rénover les réseaux et garantir à tous l'accès à l'eau, bien commun essentiel.

À La Réunion, la pénurie d'eau n'est plus une alerte passagère. Elle révèle les failles d'un modèle qui gaspille une ressource vitale, organise des transferts entre territoires et laisse les pauvres, la classe la plus nombreuse, en subir les conséquences. L'heure est venue de tout re-

mettre à plat.

La situation est désormais suffisamment grave pour ne plus se contenter d'appels aux « petits gestes ». Depuis Belal en 2024 et Garance en 2025, le déficit pluviométrique s'accumule. Les nappes et les rivières restent à des niveaux préoccupants. Le comité sécheresse a maintenu les restrictions et Salazie est passée en alerte renforcée en raison des difficultés d'approvisionnement en eau potable.

Le gaspillage du basculement des eaux

Le symbole est puissant : l'Est, longtemps considéré comme le château d'eau de La Réunion, manque au-

jourd'hui d'eau. Saint-André, Bras-Panon, Saint-Benoît, Salazie et Saint-Joseph sont parmi les communes confrontées aux restrictions. Des habitants doivent parfois acheter de l'eau en bouteille pour satisfaire leurs besoins essentiels.

Dans le même temps, il faut s'interroger sur les choix opérés au nom du développement de l'île. Le basculement des eaux de l'Est vers l'Ouest, défendu notamment par Jean-Paul Virapoullé, a représenté un chantier de plus d'un milliard d'euros à l'origine. Il devait notamment permettre d'irriguer les terres agricoles de l'Ouest, il remplit aujourd'hui les piscines des riches dans l'Ouest. Avec le changement climatique, la question de la répartition de cette ressource entre les territoires doit désormais être posée sans tabou.

La priorité doit être donnée à l'accès de chacun à l'eau potable, pas au maintien des consommations de confort. Couper l'eau aux riches grands gaspilleurs

Il faut donc instaurer des règles équitables. Les usages essentiels doivent être garantis. En revanche, les consommations très élevées liées notamment aux piscines privées, à l'arrosage des pelouses ou à d'autres usages de confort doivent pouvoir être plafonnées. Au-delà d'un volume déterminé, l'alimentation pourrait être interrompue temporairement en période de crise.

Il ne s'agit pas de désigner une classe sociale comme responsable. Il s'agit au contraire de refuser qu'une classe sociale puisse, par son pouvoir d'achat, s'affranchir des restrictions qui s'imposent au reste de la population.

Et de la centrale EDF de Sainte-Rose

Même interrogation concernant certains usages industriels. La centrale EDF de Sainte-Rose prélève de l'eau dans la rivière de l'Est pour son fonctionnement avant de la rejeter en mer. Quand la ressource devient rare, peut-on continuer à gérer l'eau comme si elle était inépuisable ? Cette question mérite un débat public.

Revoir le modèle de consommation importé

Mais le gaspillage se trouve aussi au cœur du modèle de consommation importé d'Occident. Environ 180 litres d'eau potable sont consommés par habitant et par jour. Une eau traitée et rendue potable sert à tirer les chasses d'eau, nettoyer les sols, laver les voitures, arroser les jardins ou remplir les piscines. Et plus de 30 % de l'eau peut être perdue dans des réseaux vieillissants.

Alors pourquoi demander les mêmes efforts à tous ? L'eau est un bien commun. En période de pénurie, la

Réformer globalement

La réforme doit être globale : rénovation massive des réseaux, suppression des fuites, récupération des eaux de pluie, réutilisation des eaux usées traitées, évolution des usages industriels et agricoles, plafonnement des consommations excessives. Les grands ouvrages doivent également être réévalués à la lumière du changement climatique.

Lorsque le château d'eau de La Réunion est à sec, continuer comme avant n'est plus possible. La crise de l'eau impose un choix de société : laisser la pénurie creuser les inégalités ou construire une politique fondée sur la sobriété, la solidarité et l'égalité d'accès. L'eau appartient à tous, pas à une classe sociale qui a les moyens de payer pour gaspiller. Sa gestion doit donc servir l'intérêt de tous.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Édouard Philippe à La Réunion : quelle solidarité avec les travailleurs victimes de la répression des « gilets jaunes » ?

Édouard Philippe vient à La Réunion en candidat à la présidentielle, comme s'il était un homme neuf. Mais il fut le Premier ministre de Macron pendant la répression des Gilets jaunes, portant la responsabilité politique d'une stratégie de maintien de l'ordre qui fit de nombreux blessés et mutilés. La Réunion avait elle aussi subi cette répression. Quelle solidarité aujourd'hui avec les travailleurs victimes de ces violences ? L'absence de manifestation pour dénoncer sa venue interroge. Les Réunionnais auraient-ils déjà oublié ?

Édouard Philippe vient à La Réunion comme un homme neuf. Pourtant, il fut le Premier ministre d'Emmanuel Macron lorsque le mouvement des Gilets jaunes fut confronté à une répression d'une ampleur exceptionnelle. C'est sous son gouvernement que fut menée une grande partie de la « sale besogne » : maintenir l'ordre par la force face à une mobilisation populaire qui dénonçait la vie chère, les inégalités et l'injustice sociale.

Violente répression

Le bilan de cette période reste lourd. Des milliers de personnes furent blessées, certaines grièvement. Des manifestants furent éborgnés, mutilés, victimes de tirs de LBD ou de grenades. Les forces de l'ordre furent elles aussi blessées. L'Assemblée nationale a documenté l'ampleur des affrontements et des violences survenues en 2018 et 2019.

Édouard Philippe était le chef du gouvernement. C'est lui qui portait la responsabilité politique de la stratégie de maintien de l'ordre décidée par l'exécutif. En décembre 2018, alors que la mobilisation atteignait son sommet, il était encore à Matignon lorsque le gouvernement déployait un dispositif policier massif pour contenir la contestation.

La Réunion aussi a payé un lourd tribut. Ici, le mouvement avait pris une dimension particulière, révélant une réalité sociale que les responsables politiques français préfèrent souvent oublier : salaires insuffisants, chômage massif, pauvreté, prix élevés et sentiment d'abandon. Les barrages et les mobilisations avaient paralysé l'île. La réponse de l'État fut également marquée par des tensions et des violences avec le déploiement de nombreux policiers anti-émeute venus de France et un couvre-feu pour

protéger la grande distribution et les concessionnaires automobiles de la révolte et pour garantir l'approvisionnement en carburant des stations-service.

Où est la mobilisation pour rappeler la réalité ?

Alors, lorsque l'ancien Premier ministre revient aujourd'hui faire campagne à La Réunion, une question devrait s'imposer : quelle solidarité avec les travailleurs et les citoyens victimes de cette répression ?

Édouard Philippe peut vouloir se présenter comme un homme d'avenir. Mais pour celles et ceux qui ont été blessés, arrêtés ou brutalisés, il appartient aussi à une histoire récente. On ne peut effacer un bilan politique simplement en changeant de costume et en se présentant comme candidat à la présidentielle française.

Il est surtout étonnant qu'aucune grande mobilisation ne soit organisée pour rappeler cette réalité à l'occasion de sa venue.

Les Réunionnais ont-ils perdu la mémoire ?

Cette absence de réaction interroge. Les Réunionnais ont-ils perdu la mémoire ? Ou bien considère-t-on qu'un responsable politique venu solliciter les suffrages pour être le numéro un de l'ancienne métropole peut bénéficier, quelques années plus tard, d'une amnésie générale ?

La question mérite d'être posée. Car la démocratie ne consiste pas seulement à accueillir les candidats lorsqu'ils viennent chercher des voix. Elle consiste aussi à leur demander des comptes sur les décisions qu'ils ont prises lorsqu'ils détenaient le pouvoir.

M.M.

Oté

Si nou téi parl ankòr in kou zafèr d'lo

Mézami, opliss i sava, opliss ni antann dann radio kalité mizangarde i jène anou d'antann ; I jenn anou d'antann i fo pi ni aroz in pti karo gazon néna dann nout kour, i fé pa nou plézir d'antann sirtou pa nétoiyé nout loto ! I fé pa nou plézir d'antann delo v'ariv solman sizèr d'matin sirtou kan i respèk pa l'èr é ké nout mizo lé ankòr sal kan l'èr l'arivé kissoi pou alé travaye, kissoi pou alé lékol, kissoi pou mète manzé o fé, kissoi d'ote rézon lé bien valab selon nou.

A ! lé vré, lé bien komode kan delo i ariv dann robiné, kan ni pran la douch é ké ni pé lav anou pou vréman mé nou lé tèl-man abityé avèk so lo la, ké nou san anou fristré par in lo k'i koul pa toultan, ké lé pa a nout dispozission kan nou la bézoin ali, é k'an pliss de sa, néna in bann konpagni k'i éskiz azot poliman mé k'i priv anou d'lo, k'i respèk pa l'èr pou rouvèr d'lo, é an pliss ké sa k'i panss k'i pé fé anou la losson an trétan anou d'gaspiyèr.

Kan i di anou sa, touziss si ni pète pa in kab é nou lé pa loin akab bann konpagni pou zot prop responsabilité dann sète afèr d'lo. Kissa i fé k'lo tyèr d'lo i i pèrde avan k'i ariv lo robiné ? La pa nou. Kissa i fé ké laba sint-roz dolo douss i pèrde an milyon d'mète kib a koté d'lo pti por, La pa nou. Kissa i fé koul in takon d'lo la plui dsi lo blaké kan la plui i tonm é sa i fish dirékssion la mèr ? La pa nou final de kont.

Mi rapèl étan pti souvan défoi kan la plui téi tonm pa, nou l'avé poin d'lo dann nout kaz, delo téi ariv in fontène dolo é té i fo fé la ké, li anparl pa zot. Défoi dann nout vilaz téi fé in névène é la popilassion téi grène la priyèr partou dann shomin é dolo téi fini par koulé — in zour — mé nout passyanss lété a bouté ! I !.. Lé pa loin oir bann travayèr apré mézir la profondèr la nap fréatik é apré dir anou, tanssion pangar i tarde pa vaa mank anou delo..

Mi arète tèr-la pou linstan, mé mi san sète ané mi sar kriye dann zoinal pars si delo sé la vi ébin kan na poin delo na poin la vi konm k 'i fo. A bon antandèr salu !

Justin